

À Genève, il aurait fallu un véritable homme d'Etat capable de tenir tête et d'en imposer face à l'Administration Fédérale de l'Aviation Civile. Une sorte de Guillaume Tell refusant de s'incliner face à l'OFAC.

Mais face au lobby aérien, le Conseil d'Etat a accepté, avec tout le reste, que soit inscrit au PSIA, mis ces jours en consultation, que la première priorité de l'aéroport devait être le trafic de lignes aériennes, c'est-à-dire la loi du marché des compagnies aériennes.

Alors que le bien-être, la santé, la qualité de vie, la pureté de l'air, le climat devraient primer sur toute autre considération, l'humain passant avant la machine, le PSIA fait le contraire.

L'industrie aéroportuaire est la plus sale qui soit, et, à ce titre, devrait subir les restrictions les plus sévères, d'autant plus en milieu urbain.

Plus de mouvements aériens égale plus de bruit, plus de pollution, plus de réchauffement climatique. Face aux engagements internationaux pris par la Suisse et la France sur le climat et la qualité de l'air, il n'y a pas d'autres solutions crédibles que de réduire le nombre de mouvements aériens. Les espoirs de changer la donne en misant sur des améliorations techniques ou en agissant sur les courbes de bruit sont complètement irréalistes.

L'aéroport peut se développer, mais dans un cadre accepté par la population.

Pourqu'un PSIA soit admissible il faut que soit instauré un couvre-feu aérien nocturne, sauf exception sanitaire ou diplomatique, garantissant 8 heures de sommeil la nuit toute l'année, soit de 22h à 06h, tel que recommandé par l'OMS. Voilà la seule solution gagnant-gagnant digne d'une ville comme Genève. Que chacun le fasse savoir à l'OFAC.

Dr. Georges Ryser
3 av. Trembley
1209 Genève